

Burundi : Le nœud du problème s'appelle Pierre Nkurunziza

Deutsche Welle, 04.07.2015 Impasse au Burundi Depuis fin avril et l'annonce de la candidature du président Nkurunziza, le Burundi est secoué par une grave crise politique. Si la contestation populaire a été violemment réprimée le pays est toujours en ébullition. C'est l'officialisation, le 25 avril, de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui a mis le feu au poudre. Dès le lendemain, des Burundais, opposés à cette candidature, sont descendus dans la rue pour protester. Interdites, ces manifestations, concentrées à Bujumbura et certaines localités de province, ont été marquées par des affrontements entre la police. Les forces de l'ordre, qui ont parfois réprimé les manifestants à balles réelles, ont fini par étouffer la contestation.

Le nœud du problème s'appelle Pierre Nkurunziza. Selon les contestataires, un nouveau mandat du président viole la Constitution et l'Accord d'Arusha qui avait permis la fin de la guerre civile. Celle-ci a opposé entre 1993 et 2006 l'armée alors dominée par la minorité tutsie et des groupes rebelles hutus. Les tentatives de médiation ont été nombreuses mais n'ont pour le moment pas porté leurs fruits. L'opposition boycotte les scrutins législatifs et communaux. La très influente Eglise catholique a retiré ses représentants au sein des Commissions électorales provinciales et communales et même la légitimité de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) est contestée. La communauté internationale, elle, a renoncé à envoyer des observateurs électoraux. Les conséquences du conflit sont multiples. Ecoles fermées, économie en berne mais aussi fuite de milliers de réfugiés dans les pays voisins ou en Europe. Parmi eux, de nombreux journalistes. En mai, une tentative de coup d'État militaire a porté un coup dur aux médias. Les radios privées en particulier ont été incendiées ou vandalisées. Leurs journalistes se cachent quand ils ne se sont pas exilés. Préoccupée par la tournure que prend la crise, l'Allemagne a décidé de geler son aide au développement.